Atelier 1

Identification de systèmes de redevabilité locaux efficaces pour nourrir et refonder les organismes de contrôle et de monitoring à tous les niveaux.

Partir du niveau local pour construire et renforcer les systèmes de gouvernance à tous les niveaux.

Confrontation entre les systèmes traditionnels et l'Etat moderne. L'Etat n'a pas de légitimité aux yeux de la majorité des populations. L'Etat est perdant à chaque fois s'il ne gère pas cette confrontation.

Les réalités diverses au niveau local ne sont pas prises en considération dans les processus de gouvernance.

Les acteurs sur le terrain identifient et disséminent les bonnes pratiques.

Atelier 2

Formation des acteurs locaux

Promouvoir un service public local efficace en atténuant le décalage entre l'offre de services et la demande des citoyens

Renforcer l'appropriation des politiques au niveau local par les acteurs

Instaurer une Démocratie locale « consensuelle »

Confier aux collectivités locales ce qu'elles peuvent réellement gérer par la négociation

Partir du local pour refonder la gouvernance

Renforcer les Capacités de gestion des collectivités locales

Une décentralisation effective suppose une forte volonté politique de l'état

Local

Prise en compte de la gouvernance aux autres échelles

Elaboration du statut des élus locaux ;

Comment faire des collectivités locales des espaces de régulation

Mise en adéquation des compétences légales des collectivités et des compétences des communautés de base

Créer des espaces publics d'interpellation des responsables publics

Comment organiser la prise en compte de toutes les catégories d'acteurs sur le territoire local ;

prendre en compte les légitimités non élues ;

Quel traitement pour les groupes vulnérables ;

le consensus comme modalité de prise de décision.

Mobilisation et gestion transparentes des ressources

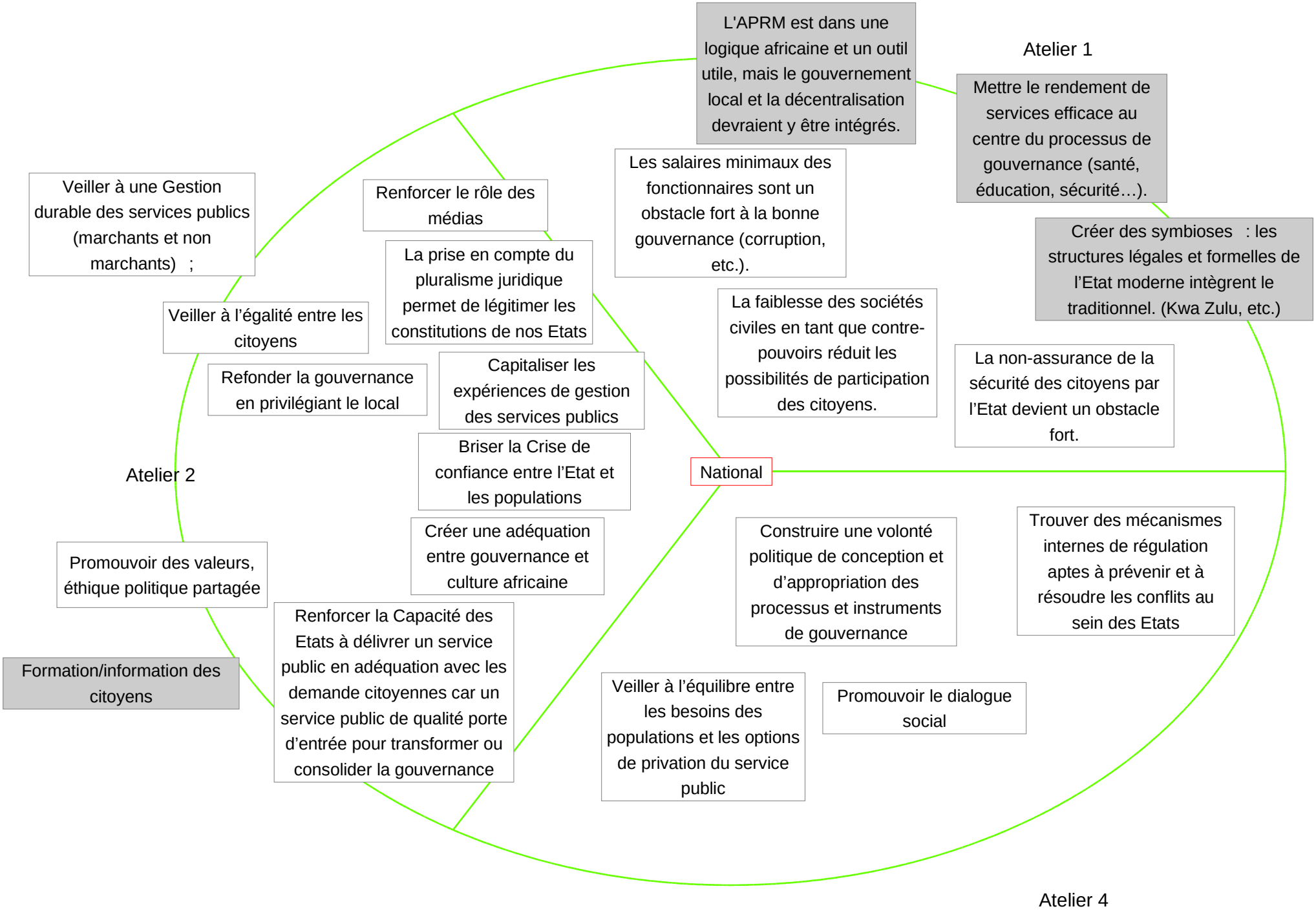
quels mécanismes et quelle méthodologie avec pour défi la coopération et le partenariat ?

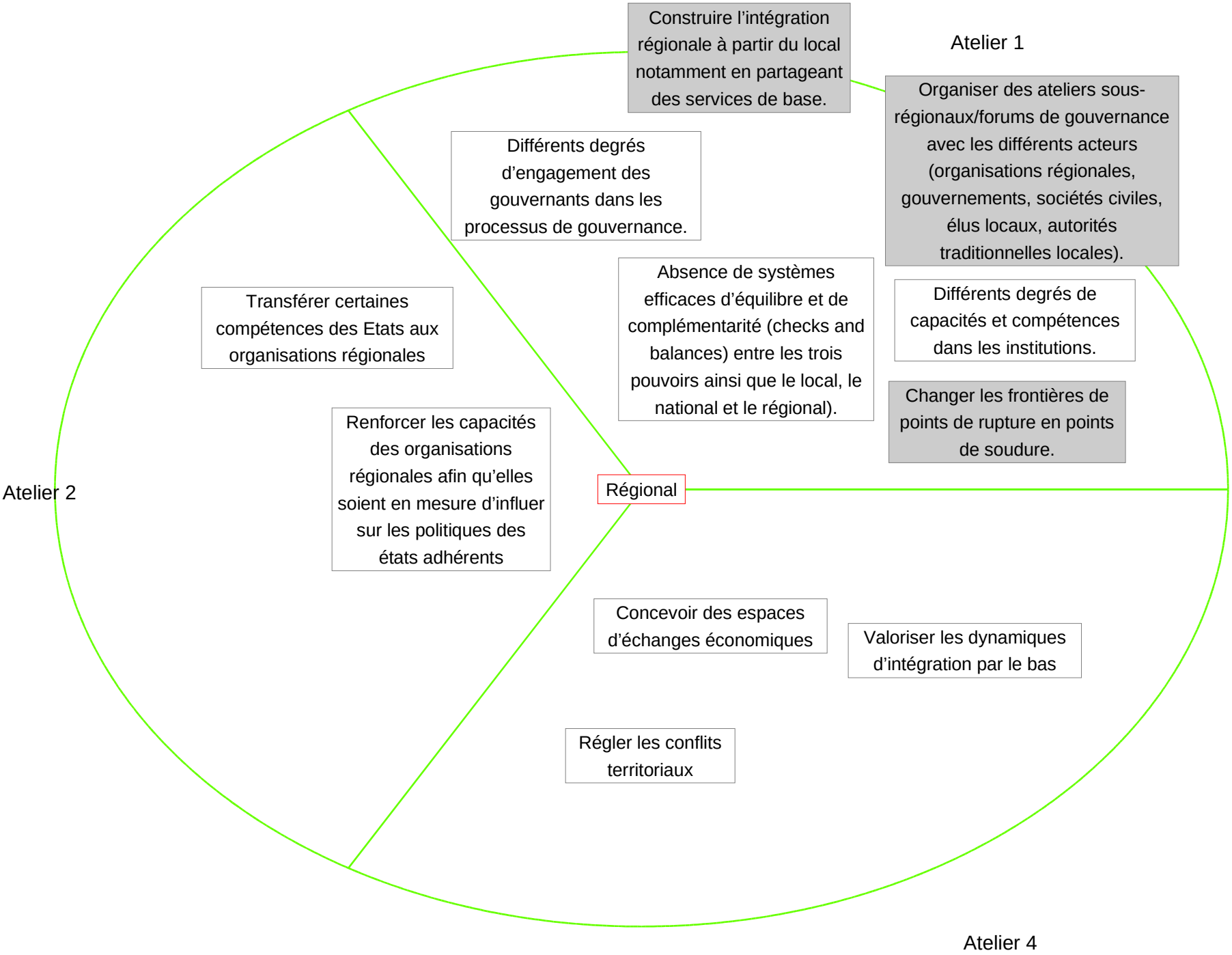
Renforcement de capacités de tous les acteurs (élus, techniciens, société civile, secteur privé, etc.)

renforcer les capacités de sorte à permettre aux acteurs de s'écouter, de se comprendre et d'assumer leurs responsabilités :

Atelier 4

délibérer dans le cadre d'espaces publics locaux


L'APRM est dans une logique africaine et un outil utile, mais le gouvernement local et la décentralisation devraient y être intégrés.
Atelier 1
Mettre le rendement de services efficace au centre du processus de gouvernance (santé, éducation, sécurité…).
Créer des symbioses : les structures légales et formelles de l'Etat moderne intègrent le traditionnel. (Kwa Zulu, etc.)
La non-assurance de la sécurité des citoyens par l'Etat devient un obstacle fort.
Les salaires minimaux des fonctionnaires sont un obstacle fort à la bonne gouvernance (corruption, etc.).
La faiblesse des sociétés civiles en tant que contre-pouvoirs réduit les possibilités de participation des citoyens.
National
Construire une volonté politique de conception et d'appropriation des processus et instruments de gouvernance
Trouver des mécanismes internes de régulation aptes à prévenir et à résoudre les conflits au sein des Etats
Veiller à l'équilibre entre les besoins des populations et les options de privation du service public
Promouvoir le dialogue social
Atelier 4
Veiller à une Gestion durable des services publics (marchants et non marchants) ;
Renforcer le rôle des médias
La prise en compte du pluralisme juridique permet de légitimer les constitutions de nos Etats
Veiller à l'égalité entre les citoyens
Refonder la gouvernance en privilégiant le local
Capitaliser les expériences de gestion des services publics
Briser la Crise de confiance entre l'Etat et les populations
Atelier 2
Créer une adéquation entre gouvernance et culture africaine
Promouvoir des valeurs, éthique politique partagée
Renforcer la Capacité des Etats à délivrer un service public en adéquation avec les demande citoyennes car un service public de qualité porte d'entrée pour transformer ou consolider la gouvernance
Formation/information des citoyens


Atelier 1
Construire l'intégration régionale à partir du local notamment en partageant des services de base.
Organiser des ateliers sous-régionaux/forums de gouvernance avec les différents acteurs (organisations régionales, gouvernements, sociétés civiles, élus locaux, autorités traditionnelles locales).
Différents degrés de capacités et compétences dans les institutions.
Changer les frontières de points de rupture en points de soudure.
Atelier 2
Différents degrés d'engagement des gouvernants dans les processus de gouvernance.
Transférer certaines compétences des Etats aux organisations régionales
Renforcer les capacités des organisations régionales afin qu'elles soient en mesure d'influer sur les politiques des états adhérents
Absence de systèmes efficaces d'équilibre et de complémentarité (checks and balances) entre les trois pouvoirs ainsi que le local, le national et le régional).
Régional
Concevoir des espaces d'échanges économiques
Valoriser les dynamiques d'intégration par le bas
Régler les conflits territoriaux
Atelier 4

Atelier 2

Dégager des critères d'adhésion a l'UA plus contraignante. Par exemple l'UE a des critères (normes constitutionnelles, respect des droits de l'homme, performance économique etc.) que tout état candidat doit répondre

L'UA doit jouer un rôle de plaidoyer de l'UA

Pan-africain

Partenariat Alliance – Union Africaine

Transversal

Atelier 3

Mettre la coopération au développement au service de la décentralisation

Mettre en cohérence les contenus

Adapter l'arsenal de la coopération aux aspirations des bénéficiaires

Mettre en cohérence les initiatives

Adaptation de l'éducation et la formation aux contextes et besoins des sociétés africaines

Mettre en adéquation les institutions et les règles avec les réalités et les valeurs africaines

Améliorer le pilotage de la gouvernance en créant un cadre unique pour tous les acteurs

Articulation des échelles de territoires

Renforcer les capacités des acteurs publics et privés

S'accorder sur les finalités de l'action publique

Affirmation d'une forte demande de changement : la volonté de changer existe

Réforme de la coopération pour le développement

Placer l'éthique au coeur de la gestion publique

Renforcement du contrôle citoyen

Emergence d'une société civile

Développement de partenariat entre tous les acteurs (Etat-Société civile-secteur privée et société traditionnelle)

Gouvernance légitime et non bonne gouvernance, qui est une gouvernance des bailleurs de fonds

Relier les acteurs isolés au sein de l'espace public

Principes de gouvernances : transparence, responsabilité, accountability, participation

Sortir la gouvernance des canons de la Banque Mondiale

S'entendre sur la notion de gouvernance ; de quoi parlons-nous.

Elaboration de critères/indicateurs de mesure de la gouvernance par l'Alliance

Formation aux métiers de la gouvernance

Puiser dans les valeurs traditionnelles africaines

Atelier 2

Les productions de l'Alliance pour alimenter les agendas gouvernance de l'UA

Privilégier les savoirs et expériences en lieu et place des discours

Atelier 1

Pour arriver à une symbiose : discuter et négocier une charte de gouvernance dont le local et la décentralisation devront faire partie.

Retour aux sources :Qu'est-ce qui existe déjà dans les pratiques et de quoi avons-nous besoin de plus ? (par rapport à la crédibilité, la légitimité et la responsabilité)

Animer des débats autour des questions de valeurs en créant des passerelles entre valeurs traditionnelles et modernes.

Identifier et énoncer des formes et valeurs partagées et vues comme représentatives et légitimes.

Synergiser les différentes initiatives existantes autour des processus de gouvernance.

Il y a une déconnexion forte entre le processus de gouvernance pris au sens administratif et le débat sur les valeurs.

Les processus de mise en place de gouvernance modernes existent souvent sous l'impulsion des bailleurs et il en résulte une déconnection et une capacité de nuire forte.

Optimiser et renforcer ces éléments, inventer et adapter ce qui manque au lieu de essentiellement remplir les exigences des bailleurs.

De même il y a en général un manque de négociations d'intérêts dans le cadre de ces processus.

En dépit de l'existence d'initiatives ça et là, il y a un manque de débat sociétal autour des processus de gouvernance.

Etablir des mécanismes et des institutions qui allègent les tensions et mettent en œuvre une culture de négociation d'intérêts tout en prenant des décisions claires et efficaces.

Il y a une tension persistante entre la nécessité de contextualisation de la gouvernance d'un côté et le besoin d'une cohésion dans la définition et la mise en œuvre du concept de gouvernance.

conformer l'action publique à la légalité

Il y a un manque flagrant d'articulation entre les différents niveaux de gouvernance.

Réconcilier la jeunesse et les aînés en trouvant un équilibre social et une division de rôles acceptée par tous.

Prendre en compte les différences dans un processus « d'universalité »

intégrer la notion de légitimité dans la problématique de la gouvernance ;

fonder la gouvernance sur l'éthique et les valeurs ;

la création d'instituts pour former les acteurs à toutes les échelles

Ancrer la gouvernance dans la langue et dans le langage des populations

établir des banques de données sur les cas de succès de la gouvernance

promouvoir les échanges d'expériences réussies en matière de gouvernance ;

Atelier 4